

PROVINCE DE LUXEMBOURG

Le personnel en grève à l'IPPJ

A la suite d'une émeute des jeunes durant la nuit, tout le personnel de l'IPPJ s'est mis en grève spontanée, se sentant en insécurité constante.

● **Liliane THOMAS**

Durant la nuit de dimanche à lundi, les jeunes de l'IPPJ, anciennement le Centre fermé pour jeunes, ont provoqué une émeute dans l'institution. Le personnel en fonction s'est vu contraint de faire appel aux forces de l'ordre pour lui venir en aide. Les pompiers de la localité ont également été appelés à la rescousse pour ouvrir une porte.

Quatre jeunes d'une même section ont détruit tout le mobilier de leur chambre et ont été placés en isolement. Des faits qui ont débuté vers 23 h et qui se sont poursuivis jusqu'au milieu de la nuit. Comme il se doit, la direction a été

avisée des faits durant la nuit. Les quatre jeunes en question ont été placés en isolement. Toutefois aucune mesure particulière n'aurait été prise ce lundi matin.

Se sentant en insécurité, hier à 9 h, tout le personnel est sorti de l'institution pour une grève spontanée.

Les droits des jeunes sont devenus des privilèges

Sébastien Roncador, délégué CGSP : « *Tout ce qui s'est passé était prévisible. Beaucoup de choses ont changé depuis le passage en IPPJ et notamment par rapport aux droits des jeunes qui se voient accentués. Ce ne sont même plus des droits, mais des privilèges qu'ils ont. Et au quotidien, cela nous met en difficulté. Par exemple, avant le 1^{er} janvier, lors des visites, les jeunes étaient fouillés, maintenant ce n'est plus le cas et lors de ces visites, deux agents doivent surveiller une quarantaine de personnes en même temps. Depuis quinze jours, nous avons eu plusieurs incidents* ».

Le délégué dénonce aussi le manque de réaction de la part de la direction et attend que des sanctions soient prises à l'encontre de ces

jeunes. Il attend une réaction forte ainsi qu'une fouille approfondie des chambres.

Suite au mouvement du personnel, une réunion de concertation s'est tenue entre les délégués syndicaux réunis en front commun et les diverses instances. L'administration générale s'est exprimée.

Un service minimum du personnel devrait reprendre ce mardi matin « *Une série de mesures va permettre de sécuriser le personnel et les autres jeunes. Nous allons organiser des fouilles pour s'assurer qu'il n'y a pas d'objet dangereux dans les chambres. On fera un état des lieux des dégradations afin de réutiliser les locaux au mieux. Le ministre a été prévenu de la situation. Tout est mis en œuvre pour résoudre les problèmes, mais en parallèle avec la réglementation qui vise quand même les droits des jeunes. On est vraiment dans un effet contextuel, vu que l'on a rarement connu une situation semblable* », a confié Nathalie Monquignon, inspectrice pédagogique à l'administration générale d'aide à la jeunesse. ■